



Expression de culture générale

Les GOPE (Grandes Orientations de Politique Économique) ou la feuille de route économique de Matignon

Les Grandes Orientations de Politique Économique (GOPE) fixées par la Commission européenne aux 28 États membres de l'Union européenne ont été publiées le 2 juin dernier. Aucun média de grande diffusion ne s'en est fait l'écho de façon approfondie et sérieuse auprès de nos concitoyens, aucun des partis politiques ayant accès à ces médias non plus. Soit tout ce petit monde n'y connaît rien à rien – Pourtant, ces orientations constituent la feuille de route fixée à chaque État membre de l'Union européenne pour les 12 mois qui viennent, en vertu de l'article 121 du TFUE (traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) (Traité de Lisbonne). Pour bien en saisir le sens et les conséquences, il faut une traduction en bon français.

1- « Réduction des dépenses publiques » C'est ce que le gouvernement va faire en prenant ses ordonnances. Contrepartie du « pacte de responsabilité » À ce pacte de responsabilité, il est désormais demandé d'ajouter une nouvelle réduction drastique des dépenses publiques.

2- Redéfinir « la portée de l'action des pouvoirs publics » Cela revient à accentuer les privatisations et la destruction de notre système de santé et de nos services publics auxquels les Français sont majoritairement attachés, quelle que soit leur couleur politique.

3- Le texte va plus loin concernant le système de santé puisqu'il explique que « d'importantes économies à court terme ne peuvent être réalisées sans une réduction significative de l'augmentation des dépenses de sécurité sociale » Il faut s'attendre à une baisse massive des remboursements de santé, puisque la branche maladie représente quasiment 50 % des dépenses de la Sécurité sociale ainsi qu'à une privatisation de la Sécurité sociale, via le recours croissant aux mutuelles privées, présentées comme solution à tous les problèmes. **Pour la branche vieillesse**, il s'agit bien évidemment des retraites qui sont en ligne de mire. Après la hausse de l'âge de départ à la retraite, vient maintenant le gel du montant des pensions **Pour les retraités**, la perte de pouvoir d'achat c'est maintenant ! Le texte de la Commission européenne parle d'ailleurs explicitement de gel des retraites et d'autres pensions sociales. **Pour le chômage**, dégressivité des allocations.

4- « Simplifier les différents échelons administratifs » Réduction des échelons administratifs témoigne donc, non seulement que la République française n'existe plus comme État souverain et indépendant, mais aussi qu'en dépit de leur nom, les GOPE ont aussi des visées géopolitiques. Ce qu'elles visent, ce ne sont pas seulement des économies budgétaires, c'est aussi, et ni plus ni moins, que le démantèlement des grands États nations d'Europe, au premier rang desquels la France, avec des grandes régions qui traiteront directement avec Bruxelles

5- Dans le chapitre coût du travail, « il convient que le salaire minimum continue d'évoluer d'une manière propice à la compétitivité et à la création d'emploi »a) arrêter les revalorisations du SMIC ; b) commencer à mettre en œuvre sa suppression. Sa suppression permettrait de « libérer les énergies »...

6- « Une attention particulière devrait être accordée aux dispositions réglementaires du Code du travail ou aux règles comptables liées aux seuils spécifiques en matière d'effectifs, qui entravent la croissance des entreprises françaises ».

7- « Accroître la souplesse des conditions de travail en cas de difficultés économiques provisoires » Poursuivre la remise en cause de l'existence même des contrats de travail à durée indéterminée (CDI) et accroître la précarisation des contrats de travail. Déréguler tous les secteurs, déjà mis à mal par les traités européens (**par exemple les taxis, le secteur des soins de santé, les notaires et, plus généralement, les professions juridiques**).

9- « Les tarifs réglementés restent d'application pour les ménages et, en ce qui concerne l'électricité, ils sont fixés en dessous des niveaux de coûts et l'accès pour les autres fournisseurs est limité »La hausse des tarifs et la privatisation d'EDF sont au programme.

10- « Dans le secteur ferroviaire, des barrières à l'entrée continuent d'entraver le bon fonctionnement du marché »Privatisation de la SNCF et sa mise en concurrence forcée par le gouvernement.